

Cousin B., Vitale T., 2006, *La question migratoire et l'idéologie occidentaliste de Forza Italia*, in *La vie des idées*, n. 11, pp. 27-36.

## Question migratoire et idéologie occidentaliste de Forza Italia

*Bruno Cousin et Tommaso Vitale\**

*Les prises de position de l'ensemble des intellectuels organiques de Forza Italia sur la question de l'immigration illustrent l'influence croissante d'une idéologie occidentaliste au sein de la droite italienne : au croisement des thèses de Samuel Huntington et d'une célébration des racines chrétiennes de l'Europe.*

La campagne électorale qui se termine souligne l'actualité des analyses de l'Italie comme pays sans ligne politique concernant l'intégration des immigrés. Le programme de L'Unione du centre-gauche<sup>1</sup> consacre bien quelques pages aux « migrants et nouveaux Italiens » d'une société de fait déjà multiculturelle et fortement dépendante de la main-d'œuvre étrangère. Il suggère la décentralisation et une indispensable réforme du dédale administratif, souvent discriminatoire et parfois attentatoire aux droits fondamentaux, auquel les étrangers sont aujourd'hui confrontés, mais sans s'interroger sur les déclinaisons de la question migratoire en termes de *welfare*. Tandis que la coalition de droite, à défaut d'un programme, s'est illustrée encore une fois par une cacophonie où s'entremêlaient les habituelles déclarations xénophobes de la Ligue du Nord et les accents plus feutrés de Forza Italia (FI), tout de même rehaussés du slogan « Immigrés clandestins à volonté ? Non merci » qui ornait les affiches de Silvio Berlusconi.

Cette divergence de style se double de différents rapports à la culture savante. Alors que la Ligue du Nord n'a jamais vraiment cherché à fonder son racisme essentialiste sur des

---

\* Tommaso Vitale est chargé de recherche en sociologie à l'Université de Milan-Bicocca et actuellement maître de conférences invité à l'EHESS. Les auteurs remercient Matteo Albanese, Emanuele Polizzi et Simone Tosi pour leurs commentaires à une première version de cet article.

<sup>1</sup> *Per il bene dell'Italia. Programma di Governo 2006-2011*, téléchargeable sur [www.lafabbricadelprogramma.it](http://www.lafabbricadelprogramma.it). Voir également Romano Prodi (avec Furio Colombo), *Ci sarà un'Italia. Dialogo sulle elezioni più importanti per la democrazia italiana*, Milan, Feltrinelli, 2006.

justifications complexes, Forza Italia s'est rapidement dotée d'officines intellectuelles<sup>2</sup> pouvant lui fournir les perspectives analytiques et l'idéologie structurée qui manquaient au « parti en plastique » fondé en 1994 pour soutenir la première candidature de Berlusconi<sup>3</sup>. Autant de *think tanks* (prenant en Italie la forme juridique de fondations) qui réunissent aujourd'hui les intellectuels organiques de FI, au point d'être ouvertement référencés comme la section culturelle du parti<sup>4</sup>. Ainsi, ce n'est qu'en plongeant dans les arcanes d'une production d'idées dont les ressorts dépassent la simple propagande électorale, mais se constituent en légitimation savante de celle-ci, que l'on peut dresser ici une première analyse compréhensive des conceptions forzistes de la question migratoire et de la tentation identitaire qui en découle. *Zeitgeist* (ou, pour reprendre les termes de Pierre Bourdieu, *humeur idéologique*<sup>5</sup>) d'une époque qui honore une auteure telle qu'Oriana Fallaci des plus importantes reconnaissances civiques : Médaille d'or pour la culture de l'État italien (décembre 2005), remise par le président de la République en personne, celle de la Région Toscane (janvier 2006) et son équivalent milanais, l'Ambrogino d'or (décembre 2005).

### **Magna Carta et les théo-conservateurs italiens**

Le 17 décembre 2005, la rencontre publique « Le devoir de l'identité » était organisée par la Fondation Magna Carta<sup>6</sup>, créée et dirigée par Marcello Pera (FI), philosophe et président du Sénat. Héritier jusqu'au milieu des années 1990 d'une tradition popperienne qui le rapprochait des revendications libérales-libertaires du Partito Radicale, Marcello Pera – parmi de multiples autres retournements – est passé depuis de la défense scrupuleuse de la laïcité à l'exaltation des valeurs chrétiennes comme seule origine des droits de l'homme et comme unique rempart de l'Occident dans le choc des civilisations qui se profilerait. Il a ainsi pris la tête du mouvement intellectuel dit des théo-conservateurs, majoritairement constitué de convertis récents à un rôle social et (géo-)politique du christianisme, qui ont débordé depuis le 11 septembre 2001 la droite catholique traditionnelle, partisane d'une *realpolitik* internationale et de relations privilégiées avec les pays arabes (héritées de la période coloniale).

---

<sup>2</sup> Pour un recensement quasi exhaustif des fondations et revues d'idées soutenant Silvio Berlusconi dans le champ intellectuel (et effectué par l'une d'entre elles), voir Stefano Caliciuri, Barbara Mennitti, Cristiana Vivencio, « L'arcipelago delle libertà », *Ideazione*, n° 1, 2005.

<sup>3</sup> Pour une histoire et une sociologie des débuts de Forza Italia, voir Emanuela Poli, *Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001.

<sup>4</sup> [www.forza-italia.it/mappa](http://www.forza-italia.it/mappa)

<sup>5</sup> Pierre Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988.

<sup>6</sup> Les actes du colloque ont été publiés en février 2006, voir [www.magna-carta.it](http://www.magna-carta.it)

Les thèses développées lors de la conférence de Magna Carta consistaient en un plaidoyer confus pour la défense des « valeurs italiennes », de l'occidentalisme et de la morale transcendentaliste des monothéismes. Mais elles débouchaient sur une injonction pratique précise : constatant les échecs quasi simultanés du modèle multiculturel anglo-saxon (après les attentats de Londres au mois de juillet) et du modèle républicain français (après les émeutes de novembre), Marcello Pera se prononçait résolument contre le relativisme culturel et pour une restauration traditionaliste. Dont le but serait autant de défendre les nombreux interdits biopolitiques chers à l'Église que l'idée selon laquelle les immigrés ne sont une ressource pour l'Italie que si leurs origines « culturelles et religieuses sont compatibles avec celles italiennes », c'est-à-dire chrétiennes, comme l'affirmait dès 1997 le cardinal Camillo Ruini, président de la Conférence épiscopale italienne<sup>7</sup>.

De telles prises de position ne peuvent surprendre, de la part d'un Marcello Pera qui, en août 2005, avait ouvert l'assemblée annuelle de l'organisation catholique *Comunione e Liberazione* par un vibrant appel à combattre « le métissage ». D'autant que le message fut récemment et solennellement réitéré dans un *Manifeste pour l'Occident Force de Civilisation* (voir encadré) daté du 23 février 2006, qui, entre autres causes d'un prétendu déclin moral et identitaire, dénonçait une intégration des immigrés laissée « sans guide et sans règle » et faisant des concessions au « droit des communautés », ainsi que l'illusion de « l'égale valeur de toutes les cultures ». Tout au plus pouvait-on s'étonner de trouver parmi les promoteurs du manifeste, à côté de théo-conservateurs comme Marcello Pera et Rocco Buttiglione, et d'un nationaliste comme Gianni Alemanno (AN), les directeurs des deux principaux *think tanks* de Forza Italia : Liberal et Ideazione, censés incarner des positions plus libérales voire libertariennes.

## Représentations néo-libérales

Le dépouillement des archives de la Fondation Liberal (dont Marcello Pera est membre du conseil scientifique) et de sa revue homonyme permet d'expliquer ce rapprochement inattendu, en dressant une généalogie plus fine de l'idéologie de la droite berlusconienne. Née en 1995 comme lieu de dialogue entre intellectuels catholiques et laïcs autour du projet d'une culture politique authentiquement néo-libérale et alternative à l'opposition entre droite conservatrice et gauche sociale-démocrate, Liberal a officiellement

---

<sup>7</sup> La thèse de la non-intégrabilité des immigrés musulmans fait débat aux plus hauts niveaux de la hiérarchie catholique italienne, où elle est soutenue notamment soutenue avec véhémence par le cardinal Giacomo Biffi, ainsi que par Camillo Ruini.

rallié en 2000 le camp de Silvio Berlusconi<sup>8</sup>. Son fondateur et directeur, le journaliste-essayiste Ferdinando Adornato, est aujourd'hui élu dans les rangs de Forza Italia à la Chambre des députés, où il préside la Commission culture, science et éducation<sup>9</sup>. Concernant la question migratoire, si les thèmes de la défense du christianisme et de l'affirmation d'une identité nationale forte reviennent aussi dans les pages de Liberal, l'attachement de celle-ci à la construction d'une société ouverte (à l'initiative individuelle et à la mondialisation) l'oblige à composer avec les faits d'une économie globalisée dont la circulation des personnes participe intrinsèquement.

Liberal s'attache néanmoins à remettre en cause la genèse de cette contrainte de réalité. Dans des articles relevant de la profession de foi, la colonisation est présentée comme une mission civilisatrice qui aurait fait beaucoup de bien aux dominés, dont le retard économique actuel ne serait dû qu'à une absence durable d'esprit d'entreprise et de goût pour l'effort<sup>10</sup>... Dès lors, la voie est ouverte à des analyses qui, tout en adoptant le ton de l'objectivation et se voulant consensuelles, n'en promeuvent pas moins une nette opposition à l'idée même de multiculturalisme. D'autant que ce sont à chaque fois des figures de premier plan de la droite intellectuelle qui abordent la question : l'historien catholique Giorgio Rumi qui, au nom d'un « droit à la conservation de l'identité », remet en cause la circulation des citoyens dans l'Europe elle-même, ou son collègue Ernesto Galli della Loggia, qui commence par postuler la fiction utilitariste d'immigrés *raiders* et sans attache, pour mieux en dénoncer la non-intégrabilité<sup>11</sup>. Quant à l'épistémologue Angelo Maria Petroni, membre de toutes les fondations berlusconiennes et responsable des politiques institutionnelles européennes de Forza Italia<sup>12</sup>, s'il ne cède pas à l'appel d'un droit ou d'une sociologie imaginaires, il opte pour un réductionnisme économique qui passe l'immigration par pertes et profits, accusant ainsi la demande de main-d'œuvre sous-qualifiée émanant de

---

<sup>8</sup> [www.liberalfondazione.it](http://www.liberalfondazione.it). Pour une histoire de la revue et de la fondation, voir Emanuela Poli, *I teo-lib. Dieci anni di liberal nella storia italiana*, Rome, Edizioni liberal, 2005.

<sup>9</sup> Ancien dirigeant national des jeunes du PCI, Ferdinando Adornato est aussi l'auteur de la très officielle « Charte des valeurs » de Forza Italia, publiée en 2004 et toujours en vigueur : [www.forza-italia.it/images/cdv/cartadeivalori.pdf](http://www.forza-italia.it/images/cdv/cartadeivalori.pdf).

<sup>10</sup> Giancarlo Galli, « Basta colpevolizzarsi per il Terzo Mondo », n° 8, 2001. Piero Gheddo, « Abbiamo fatto Bene » et Sergio Ricossa, « Si vergognino loro », n° 17, 2003. L'économiste ultra-libéral Sergio Ricossa enjoint ainsi aux immigrants d'avoir honte de leur état et de leur pauvreté. Signataire du *Manifeste pour l'Occident*, il est aussi président honoraire de l'Istituto Bruno Leoni, un *think tank* qui a vu le jour à Turin en 2003, autour de positions radicalement anti-étatistes.

<sup>11</sup> Giorgio Rumi, « Troppe dispute teologiche sull'immigrazione », n° 1, 2000. Ernesto Galli della Loggia, « Integrazione ? No grazie », n° 9, 2001. Rumi est aussi éditorialiste à *L'Osservatore Romano* et Galli della Loggia à *Il Corriere della Sera*, où il fustigeait récemment l'attitude conciliatrice à l'égard des musulmans du cardinal Renato Raffaele Martino, président du conseil pontifical Justice et Paix (« Giustizia e reciprocità », 10 mars 2006).

<sup>12</sup> Mais aussi coordinateur principal de la Fondation Nova Res Publica, consacrée à la réforme de l'État et des institutions, et directeur de l'École supérieure de l'administration publique (Rome).

la Confindustria (le principal syndicat patronal) d'être à l'origine des déficits de l'État-providence. Sans néanmoins étayer ses propos d'une véritable analyse macroéconomique, mais plutôt d'une juxtaposition d'axiomes apodictiques tels que : « Pour le libéralisme, il existe un droit à l'émigration, mais pas à l'immigration<sup>13</sup>. » C'est là une des marques de fabrique de Liberal : faire disserter d'éminents spécialistes sur la question migratoire, mais selon une perspective disciplinaire qui n'est pas la leur, comme si leur réputation d'« honnêtes hommes » du libéralisme pouvait remplacer l'expertise.

### Dérives et critique savante de l'intégrabilité

Toute autre est la stratégie pragmatiste d'Ideazione, créée peu après l'entrée en politique de Silvio Berlusconi par un des membres de sa garde rapprochée<sup>14</sup> : Domenico Mennitti, journaliste engagé et professionnel de l'activisme politico-culturel<sup>15</sup> qui dirige toujours la fondation et la revue en parallèle de son mandat de maire de Brindisi. Au printemps 2001, à la veille des précédentes élections législatives, la revue se penchait déjà sur l'immigration dans un long dossier<sup>16</sup> rassemblant des analyses précises et iconoclastes en termes de sciences sociales et politiques publiques, notamment celles du politologue et économiste Giuseppe Sacco. Les articles déploraient l'absence d'une véritable politique migratoire de long terme et suggéraient d'y remédier par une insertion économique sans intégration (soi-disant subie par tous) : en favorisant la mobilité pendulaire et encadrée des seuls travailleurs étrangers et en déplaçant les ressources de *welfare* dépensées aujourd'hui pour aider leurs familles vers une politique de relance nataliste auprès des Italien(ne)s. Référence à peine voilée à l'ancien modèle allemand des *Gastarbeiter*.

Par la suite, Ideazione a toujours manifesté en ce domaine un souci d'approfondissement et de construction propositionnelle<sup>17</sup>, mais a aussi cédé aux défauts spéculaires de ses qualités à mettre en scène la complexité : les politiques migratoires des adversaires de gauche sont ainsi, dans une perspective quasi-foucauldienne, présentées comme un complot des acteurs du secteur social pour se doter d'une clientèle d'assistés et d'emplois assurés. Par ailleurs, dans un pays où les ressortissants des pays musulmans

---

<sup>13</sup> Angelo Maria Petroni, « Per un governo liberale dell'immigrazione », n° 14, 2002.

<sup>14</sup> Voir Domenico Mennitti, « Dieci anni di Ideazione : un bilancio obbligato », *Ideazione*, n° 6, 2003.

<sup>15</sup> Député du néofasciste Movimento Sociale Italiano (MSI) de 1979 à 1991 et numéro deux du MSI de 1989 à 1991, Domenico Mennitti revint en politique en 1994 comme conseiller de Berlusconi et coordinateur national de Forza Italia. Il a été député européen de 1999 à 2004.

<sup>16</sup> « Immigrazione : oltre gli stereotipi. L'Italia e la sfida di un fenomeno globale », *Ideazione*, n° 2, 2001.

<sup>17</sup> Voir Alberto Indelicato, « Una politica estera per gli immigrati », n° 6, 2002. Giuseppe Sacco, « I capricci mediterranei dell'Italia », n° 2, 2003. Vittorio Mathieu, « Clandestini, i dubbi sulla sentenza », n° 5, 2004.

représentent environ 40 % des résidents étrangers, la question migratoire est systématiquement rabattue sur leur supposée non-intégrabilité. La conjonction de ces deux travers s'opérant en 2005, lorsque *Ideazione* rompait avec toute rigueur analytique pour donner la parole à l'« historienne » islamophobe Giselle Littman (alias Bat Ye'or)<sup>18</sup> et présenter en avant-première son ouvrage *Eurabia*, qui venait de paraître aux États-Unis. Une parution qui, outre le chapitre consacré à Bat Ye'or dans *La force de la raison* d'Oriana Fallaci, avait déjà été annoncée le 9 octobre 2004 par *Il Foglio*<sup>19</sup>, dans un entretien d'une page entière accordé à l'historienne britannique. Mais à quelques mois des élections d'avril 2006, ses thèses assument une connotation toute particulière dans l'espace public cisalpin, vu qu'elle y accuse Romano Prodi (en tant qu'ancien président de la Commission européenne) d'être le principal maître d'œuvre de la grande cabale qui livrerait aujourd'hui l'Europe à l'arabisation et à l'islamisation.

Des accusations de collaborationnisme qui, au-delà de toutes les subtilités rhétoriques et analytiques déployées par les différents ateliers intellectuels, renvoient donc aux thèses des théo-conservateurs, de plus en plus écoutés sur ces questions de relations interculturelles. Certes, Silvio Berlusconi s'était illustré dès l'automne 2001 en affirmant la supériorité de l'Occident sur les autres civilisations, mais ce sont Marcello Pera et ses épigones qui, solidement soutenus dans l'entreprise par Joseph Ratzinger<sup>20</sup>, ont élaboré la reformulation savante de la critique populiste à l'immigration « non compatible » (c'est-à-dire originaire des pays musulmans).

### **Un modèle assimilationniste ?**

Pour Marcello Pera, en effet, le point crucial est l'affirmation d'une pleine légitimité à énoncer des jugements interculturels, qui permettent la classification hiérarchique sur une seule échelle de valeurs et de représentations du monde issues de cultures différentes. Une telle hiérarchisation des cultures s'effectuerait ainsi grâce à des méta-critères universels, mais serait aussi fondée sur « les faits » : « Si les membres de la culture B montrent de préférer

---

<sup>18</sup> Paolo della Sala, « Bruxelles, Eurabia » et « Il ricatto del Dialogo euro-arabo. Intervista a Bat Ye'or », *Ideazione*, n° 3, 2005.

<sup>19</sup> Le quotidien *Il Foglio* est dirigé par le polémiste et journaliste Giuliano Ferrara. Ancien militant du PCI formé à l'Université de Moscou, il passa ensuite à la CIA et au PSI de Bettino Craxi (comme député européen), puis à Forza Italia comme ministre des Relations avec le Parlement et porte-parole du premier gouvernement Berlusconi (en 1994). En août 2005, lors de l'assemblée de *Comunione e Liberazione*, il a annoncé avoir embrassé la foi catholique.

<sup>20</sup> Voir Marcello Pera, Joseph Ratzinger, *Senza radici. Europa, relativismo, cristianesimo, islam*, Milan, Mondadori, 2004. Les citations qui suivent sont tirées de cet ouvrage.

librement la culture A, et non l'inverse – si par exemple les flux migratoires vont de l'islam vers l'Occident et non l'inverse –, alors on a des raisons de croire que A est meilleur que B. »

Le problème d'une telle thèse, au-delà des étranges perspectives logiques qu'elle entrouvre, est qu'elle reste dépourvue d'un corollaire énonçant clairement le modèle d'intégration souhaité. Attendu qu'il ne s'agit ni du multiculturalisme (parce que relativiste), ni de l'intégration républicaine (parce que laïque donc occultant les racines chrétiennes de l'Occident), ni de la seule insertion économique sans intégration sociale (qui n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre), le modèle prôné ressemble fortement à un assimilationnisme exigeant des immigrés de se détacher au plus vite de leurs cultures d'origine (parce qu'inférieures) ou du moins de les dissimuler scrupuleusement. L'injonction étant d'autant plus valable pour les musulmans que les constructions normatives de l'islam et les domaines qu'elles règlementent sont assez proches de ceux de la morale judéo-chrétienne, tout en se présentant comme alternatifs, et peuvent donc constituer autant de points de conflit.

En effet, pour les intellectuels catholiques de Forza Italia, au-delà de l'immigration en provenance des pays musulmans, c'est tout l'œcuménisme issu de Vatican II qui doit être remis en cause : et Marcello Pera d'affirmer, en citant le missionnaire et journaliste Piero Gheddo, qu'« il faut reconnaître que le dialogue comme le concevaient les pères du Concile a porté bien peu de fruits » et « qu'il y a une guerre » déclarée contre l'Occident à laquelle il faut riposter. Affichant sa rupture avec les organisations catholiques de base (comme la Caritas et l'Azione Cattolica), la ligne des théo-conservateurs incite l'Église à l'affrontement et à la rupture du dialogue interconfessionnel : « Pourquoi cette même Église qui fit les croisades se refuse ou tarde à comprendre que c'est une véritable "guerre contre les juifs et les croisés" qui a été déclarée, comme nous le disent chaque jour les terroristes musulmans ? »

Ponctuellement, Marcello Pera essaie bien de plaider une équivalence entre universalisme, culture occidentale et christianisme, quitte à affirmer que les Lumières elles-mêmes se réclamaient de ce dernier. Mais, globalement, c'est plutôt à un simple déplacement vers les positions ethnocentristes et islamophobes des théo-conservateurs que l'on assiste dans l'ensemble de Forza Italia : dans le premier numéro de l'année 2006, l'hebdomadaire culturel *Il Domenicale*, intimement lié à la fondation Il Circolo du sénateur Marcello dell'Utri (bras droit de Silvio Berlusconi), s'ouvrait par un appel d'une pleine page engageant le parti dans l'offre (non relevée) d'un siège sénatorial à Oriana Fallaci.

## Occidentalisme à l'italienne

Le *Manifeste pour l'Occident Force de Civilisation* ([www.perloccidente.it/index.php](http://www.perloccidente.it/index.php)) a été présenté le 23 février dernier par Marcello Pera. De nombreux élus, la plupart des intellectuels organiques de Forza Italia et le coordinateur national du parti – Sandro Bondi – figurent parmi ses promoteurs ; mais aussi Letizia Moratti (FI) et Rocco Buttiglione (UDC), respectivement ministre de l'Éducation nationale et ministre de la Culture du gouvernement actuel ; ainsi qu'une dizaine de parlementaires d'Alleanza Nazionale, pour la plupart membres de sa mouvance la plus anti-libérale, la Destra Sociale (dont le ministre de l'Agriculture Gianni Alemanno est un des leaders). On trouve également trois signatures de députés démocrates-chrétiens de l'UDC, celles des dirigeants nationaux de Comunione e Liberazione, ainsi que celles des cinéastes Franco Zeffirelli et Pupi Avati. La Ligue du Nord, en revanche, est absente.

« L'Occident est en crise », affirme le manifeste. « Attaqué de l'extérieur par le fondamentalisme et le terrorisme islamique, il n'est pas capable de répondre au défi. Miné de l'intérieur par une crise morale et spirituelle, il ne trouve pas le courage pour réagir. Nous nous sentons coupables de notre bien-être, nous avons honte de nos traditions (...). L'Europe est bloquée. Sa natalité, sa compétitivité, son unité d'action sur la scène internationale continuent à baisser. Elle cache et nie sa propre identité et échoue ainsi dans la tentative de se donner une Constitution (...). Nos traditions sont mises en cause. Le laïcisme et le progressisme renient les coutumes millénaires de notre histoire. On brade ainsi les valeurs de la vie, de la personne, du mariage, de la famille. On prêche l'égalité de toutes les cultures. On laisse sans guide et sans règle l'intégration des immigrants. Comme l'a dit Benoît XVI, aujourd'hui "l'Occident ne s'aime plus". »

Neuf jours après la publication du manifeste, Joseph Ratzinger recevait officiellement Marcello Pera pour une audience papale particulière. Tandis que la riposte aux positions de Pera se faisait entendre dans tout le centre-gauche : outre les déclarations des leaders de L'Unione, les revues d'idées *MicroMega* (expression du radicalisme de gauche) et *Reset* (d'obédience plus sociale-démocrate) consacraient une grande partie de leurs livraisons de mars à un plaidoyer pour le respect de la laïcité de l'État et de l'espace public.